

PRÉFET DE L'AUDE

**ARRETE PREFECTORAL N°2012074-0002**

***mettant en demeure la Société VALORIDEC de fournir une étude de dangers détaillée relative au fonctionnement et de réduire les volumes de matériaux combustibles présentés sur le site du centre de traitement de tri et de valorisation des déchets du BTP implanté sur le territoire de la commune de CASTELNAU D'AUDE au lieu dit « Moulin de Cassagnes » en application de l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.***

Le préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur ;

VU le code de l'environnement et ses textes d'application,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0203 du 11 mars 2009 autorisant la Société VALORIDEC, à exploiter un centre de traitement, de tri et de valorisation des déchets du BTP sur le territoire de la commune de CASTELNAU D'AUDE,

VU l'inspection en date du 17 juin 2011, par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la réunion de concertation en date du 17 février 2012,

VU le rapport en date du 13 mars 2012 de l'inspection des installations classées transmis à M le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, de la Région Languedoc-Roussillon,

CONSIDERANT que les conditions d'exploitation de cet établissement en l'état constituent un risque important en cas d'incendie pour les installations électriques de la Société RTE;

CONSIDERANT que dans ces conditions, il apparaît nécessaire conformément aux dispositions de l'article L 514-1 du Code de l'Environnement de mettre en demeure la Société VALORIDEC de produire une étude détaillée permettant de définir les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du site.

CONSIDERANT que l'exploitant ne dispose d'aucune évaluation et d'aucune prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers de ses installations classées soumises à autorisation.

CONSIDERANT que cette situation compromet les intérêts fixés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

CONSIDERANT qu'il appartient de procéder à une mise en demeure de cet établissement en vertu de l'article L 514-1 du Code de l'environnement.

CONSIDERANT que les dispositions demandées à la Société VALORIDEC vont dans le sens des intérêts visés à l'article L.511 -1 du Code de l'environnement.

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude,

## A R R E T E

### ARTICLE 1

La Société VALORIDEC dont le siège social est situé ZI Salvaza, rue Gustave Eiffel 11000 CARCASSONNE, est mis en demeure dans les meilleurs délais et au plus tard sous six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- d'établir et d'adresser à la DREAL une étude de dangers détaillée du fonctionnement de ses installations.

Cette étude de dangers doit établir l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité potentielle des accidents susceptibles de découler de leur exploitation et d'affecter les intérêts visé par l'article L 511-1 du Code de l'environnement.

L'étude de dangers doit justifier que l'état actuel des installations permet d'atteindre dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation, et notamment la proximité des installations électriques de l'entreprise RTE.

Cette étude précisera notamment, compte tenu des moyens de secours publics portés à sa connaissance, la nature et l'organisation des moyens de secours privés dont le demandeur dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre.

### ARTICLE 2

La Société VALORIDEC dont le siège social est situé ZI Salvaza, rue Gustave Eiffel 11000 CARCASSONNE est mis en demeure de réduire le volumes des matériaux combustibles présents sur le site de la commune de CASTELNAU D'AUDE.

- Le volume maximal de déchets de bois entreposés devra être au maximum de 3000 m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> juillet 2012 et de 1000 m<sup>3</sup> à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012.
- Le volume maximal de déchets plastiques devra être ramené dans les meilleurs délais au maximum à 100 m<sup>3</sup> et en tout état de cause avant le 1<sup>er</sup> octobre 2012 et stocké en benne étanche recouvertes d'un filet afin d'éviter les envols.

### ARTICLE 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Montpellier :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

### ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon, Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie est notifiée à la Société VALORIDEC dont le siège social est fixé ZI de Salvaza, rue Gustave Eiffel 11000 CARCASSONNE.

Carcassonne, le 15 MARS 2012

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Olivier DELCAYROU